



**CONSULTATION PUBLIQUE SUR LES ORIENTATIONS RELATIVES
À LA SÉLECTION, À LA MISE EN PLACE ET AU FONCTIONNEMENT
DES FORÊTS DE PROXIMITÉ**

MÉMOIRE



8 novembre 2011

INTRODUCTION

Le 5 juillet 2011, la ministre des Ressources naturelles et de la Faune du Québec, madame Nathalie Normandeau, rendait publiques les orientations relatives à la sélection, à la mise en place et au fonctionnement des forêts de proximité.

De façon générale, la Conférence régionale des éluEs du Bas-Saint-Laurent adhère au contenu de ces orientations. Nous sommes particulièrement satisfaits de constater que la délégation de gestion prévue dans les forêts de proximité se veut plus large que la délégation qui existe actuellement dans les TPI.

D'autre part, nous souhaitons manifester notre adhésion au message de fond qui parcourt le texte et qui fait de la concertation un point central des projets de forêt de proximité. De même, l'attention qui est portée au respect et à l'intégration des valeurs et des intérêts de la population et des communautés autochtones dans la gestion forestière nous semble primordiale au regard des ambitions portées par le nouveau régime forestier adopté le 1^{er} avril 2010.

Avant d'entrer dans le détail de nos commentaires et de nos questionnements, rappelons que dans notre région comme dans bon nombre de régions québécoises, les attentes vis-à-vis des forêts de proximité sont nombreuses, élevées et s'expriment depuis un certain nombre d'années. Le monde municipal voit en ce nouveau mode de gestion forestière un outil de revitalisation et de développement. Et ce, particulièrement pour les communautés forestières qui vivent au cœur de la ressource, mais qui n'en retirent que trop peu d'avantages sociaux et économiques. Le ministère doit donc être conscient de la responsabilité qui lui incombe vis-à-vis des forêts de proximité et de l'ensemble des régions du Québec.

D'autre part, nous aimerions rappeler que les projets de forêt habitée, mis en place en 1996 par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune, se sont soldés en grande partie par un échec. Nous souhaitons qu'un certain nombre d'erreurs liées à ces projets ne se reproduisent pas dans le cas des forêts de proximité.

Nous allons à présent faire part d'un certain nombre de commentaires et de questions qui visent à bonifier ou à éclaircir le présent document.

1. CONCEPT ET OBJECTIFS

1.1 CONCEPT

L'énoncé général nous semble clair et adéquat. Cependant, le dernier paragraphe pourrait affirmer avec plus de force le fait qu'un délégataire de forêt de proximité **doive** intégrer et harmoniser les représentations et usages du territoire forestier.

Proposition

Reformuler la phrase (page 5) comme suit : « La gestion d'une forêt de proximité doit parvenir à l'intégration et l'harmonisation des représentations et des usages du territoire forestier [...] ».

1.2 OBJECTIFS

Nous sommes en accord avec les trois objectifs énoncés dans cette section.

Néanmoins, il nous semblerait important de voir apparaître plus clairement l'enjeu lié à la **revitalisation des communautés**. Si les trois objectifs concourent à faire des forêts de proximité des outils de revitalisation, il semblerait opportun de l'exprimer de façon plus directe.

Proposition

Dans le deuxième point de forme (page 6), nous proposons d'ajouter la notion de revitalisation comme suit : « permettre aux communautés de diversifier leurs activités socio-économiques **et ainsi participer à leur revitalisation** ».

D'autre part, nous souhaitons souligner l'**absence d'objectifs liés à la protection du territoire** et de ses ressources. Nous comprenons que les forêts de proximité sont des outils de développement socio-économique. Cependant, l'absence de balises ou de visées environnementales nous semble problématique et incohérente avec l'esprit du nouveau régime et de la stratégie d'aménagement durable des forêts (SADF). À cet égard, il serait souhaitable que certains éléments d'intérêt pour la biodiversité (EFE, géosite, etc.) puissent être protégés par les autorités compétentes à la demande du délégataire de gestion. De plus, la protection du territoire et de ses ressources ne signifie pas nécessairement l'arrêt de toute activité économique sur le territoire. Au contraire, certaines activités récréatives ou touristiques nécessitent un haut degré de naturalité. Dans ce contexte, la protection de la biodiversité et des paysages peut devenir également un levier de développement intéressant pour les communautés forestières et rurales.

Proposition

Dans le premier point de forme (page 6), nous proposons d'ajouter le volet protection comme suit : « donner aux communautés un pouvoir de décision ainsi que certaines responsabilités liées à la gestion, la mise en valeur et **la protection** d'un territoire forestier public et de ses ressources ».

Enfin, il nous semblerait pertinent d'ajouter un objectif qui assignerait aux forêts de proximité un rôle privilégié en termes d'éducation et de sensibilisation à l'écosystème forestier.

Proposition

Ajouter l'objectif suivant : « favoriser le développement d'initiatives d'éducation et de sensibilisation à l'écosystème forestier auprès du grand public. Et ce, afin de développer une meilleure connaissance des aspects environnementaux, économiques et sociaux liés à la forêt et afin de favoriser l'interconnaissance des différents intérêts et valeurs liés à ce milieu ».

À noter que cet objectif s'intègre pleinement dans le premier défi de la SADF qui est énoncé comme suit : « Une gestion forestière qui intègre les intérêts, les valeurs et les besoins de la population québécoise et des nations autochtones ».

2. DÉLÉGATION DE LA GESTION

2.1 DÉLÉGATAIRES ET PARTENAIRES

Nous adhérons à l'idée qu'un délégataire de forêt de proximité soit une entité redevable devant le gouvernement.

Comme il est mentionné dans le document, nous trouvons primordial qu'un délégataire de gestion de forêt de proximité et un détenteur de droit ou un gestionnaire présents sur le territoire établissent une entente de partenariat ou de coexistence préalablement à la mise en œuvre de la forêt de proximité. Nous souhaitons marquer une **préférence pour l'entente de partenariat**, et ce, pour s'assurer que la coexistence se fasse dans un esprit de concertation et de partenariat qui puisse se maintenir sur le long terme. De plus, ces ententes de partenariats devront concerner autant les nouveaux projets de forêts de proximité que les forêts de proximité issues des conversions de TPI.

Concernant les droits qui sont déjà consentis sur le territoire, il est important que le ministère, dans sa politique, soit explicite sur la répartition des revenus qui se dégagent de ces droits. Il devrait énoncer clairement que les revenus qui se dégagent de ces droits déjà consentis reviendront en totalité au délégataire de forêt de proximité.

2.2 POUVOIRS ET RESPONSABILITÉS DU DÉLÉGATAIRE

Nous souhaitons dans cette section attirer l'attention sur la nécessité, dans le cas d'octroi de titres miniers (incluant la recherche de pétrole ou de gaz), d'accorder aux délégués de gestion de forêt de proximité qui le souhaitent les mêmes droits que les municipalités pour les périmètres d'urbanisation ou les territoires affectés à la villégiature. À cet égard, le projet de *Loi sur la mise en valeur des ressources minérales dans le respect des principes du développement durable* prévoit la soustraction au jalonnement pour ce type de territoire et l'obligation du consentement de la municipalité concernée avant d'y effectuer des travaux. Une mesure similaire pour les forêts de proximité serait de nature à renforcer l'emprise du milieu local sur son développement et favoriser une cohabitation plus harmonieuse sur le territoire.

Proposition

Qu'à la demande du délégué, une forêt de proximité puisse être soustraite au jalonnement, à la désignation sur carte, à la recherche minière ou à l'exploitation minière au même titre que les périmètres d'urbanisation et les territoires affectés à la villégiature. Les titulaires de claims situés à l'intérieur d'un territoire de forêt de proximité devraient, pour exécuter des travaux, obtenir préalablement le consentement du délégué de gestion concerné.

2.3 ENTENTE DE DÉLÉGATION DE GESTION D'UNE FORÊT DE PROXIMITÉ

L'entente de délégation de gestion prévoit d'énoncer les « règles applicables aux revenus que le délégué peut conserver et les fins pour lesquelles ils peuvent servir ». Conscients de la nécessité d'établir des règles en matière d'utilisation des revenus, nous souhaitons néanmoins nous assurer que ce cadre ne sera pas trop rigide. S'il reste tel que présenté dans la section 5, cela convient parfaitement, il ne faudrait cependant pas alourdir ces règles.

Cette remarque s'applique à tous les énoncés où il est question de canevas et de règlements (planification, reddition de comptes annuelle, utilisation et répartition des revenus). Ces règles doivent être les plus simples possibles, si on souhaite qu'elles soient efficaces. Il serait dangereux, car inadapté, de reproduire en forêt de proximité le modèle de la forêt publique.

3. IMPLANTATION DES FORÊTS DE PROXIMITÉ

La problématique du morcellement est un élément important dans les contraintes rencontrées actuellement sur TPI. Le morcellement des lots intramunicipaux, combiné à leur faible superficie, entrave la rentabilité et complique la gestion de ces territoires. Il est mentionné dans le présent document que certains délégués pourront demander un agrandissement de leurs superficies si un tel morcellement entrave la viabilité du projet. Considérant qu'il s'agit là de la problématique

majeure de la gestion des TPI et de la future gestion des forêts de proximité au Bas-Saint-Laurent, nous souhaitons que la politique soit plus précise sur les critères qui encadreront les décisions du ministère sur ces cas de morcellement ainsi que sur les portions de territoires que les délégataires pourront adjoindre aux superficies définies actuellement à leur convention. Par exemple, demander que ces ajouts forment une forêt de proximité d'un seul tenant s'avère très difficile dans une région qui compte 40 % de forêt privée et 60 % de forêt publique.

Propositions

Préciser les critères qui vont guider le ministère dans ses décisions quant aux agrandissements de superficie en cas de morcellement.

Ne pas exiger que le territoire visé par l'agrandissement soit contigu à un bloc de TPI.

3.1 SÉLECTION DES FORÊTS DE PROXIMITÉ

Il serait pertinent que le ministère veille à une certaine complémentarité entre les forêts de proximité déjà sélectionnées ou mises en œuvre et les projets qui seront sélectionnés lors du deuxième appel de projets prévu au cours de la première période quinquennale (2013-2018). En effet, cela permettrait de favoriser une gestion multiresource à l'échelle de la province et de soutenir les capacités d'innovation des communautés.

Par ailleurs, cette même complémentarité pourrait être favorisée dans le choix des projets par région afin que, sur un territoire donné, chacun puisse tirer un maximum de profits et éviter des situations de compétition non productives.

D'autre part, nous souhaitons préciser que si les appels de projets ultérieurs se basent sur la réussite des premières forêts de proximité, il serait opportun de **rester prudent sur la possibilité d'évaluer la réussite et l'échec d'une forêt de proximité** dans une période de 5 ou 10 ans. De même, si un constat d'échec doit être établi, il sera nécessaire d'étudier en profondeur les raisons de cet échec pour déterminer les possibilités pour le ministère d'améliorer les performances des forêts de proximité (en révisant certains éléments de sa politique, par exemple). Rappelons ici l'exemple des projets de forêt habitée qui n'ont pu bénéficier d'un contexte optimal pour se développer et produire des bénéfices tangibles pour les communautés. Leur échec n'a pas été analysé avec la rigueur nécessaire.

Toujours concernant la sélection des forêts de proximité, il nous semble indispensable que le ministère, dans ses futurs appels de projets, définisse des cibles plus ambitieuses que 10 à 15 nouveaux projets sélectionnés. Les attentes sont fortes vis-à-vis des forêts de proximité, elles représentent une grande opportunité pour le développement de nos communautés. Nous aimerions que le ministère s'engage dans sa politique à favoriser autant que possible la création de forêts de proximité en proposant des appels de projets plus ambitieux.

La huitième étape de la procédure de sélection et de délimitation des forêts de proximité est le calcul de la possibilité forestière à l'échelle de la forêt de proximité. Jusqu'en 2018, ce

calcul se base sur le principe du rendement soutenu. Or, il a été démontré, notamment dans les TPI du Bas-Saint-Laurent¹, qu'un tel mode de calcul est inadapté aux petites superficies et aux territoires morcelés. De façon générale, le rendement soutenu ne permet pas une prise en compte adéquate des particularités locales, ce qui a des conséquences importantes pour la gestion de petits territoires comme les TPI qui vont devenir des forêts de proximité. Le principe de rendement soutenu dans de tels territoires amène notamment une sous-exploitation de certains types de volume et une surexploitation d'autres.

Proposition

Le Forestier en chef pourrait faire des forêts de proximité des territoires pilotes pour expérimenter une nouvelle méthode de calcul qui pourrait s'appliquer en 2018 sur les forêts publiques.

Concernant les critères de sélection, il nous semble que l'indice de **dévitilisation** des communautés devrait être un **critère dominant** dans la sélection des projets de forêts de proximité. Cependant, si la dévitilisation doit être un critère dominant, elle doit néanmoins être étudiée au regard de la capacité du délégataire et du potentiel du territoire afin de ne pas mettre certaines communautés en difficulté.

Finalement, à l'étude de cette grille, nous considérons que l'évaluation des projets devra s'effectuer selon une prise en compte globale de l'ensemble du projet soumis et en pondérant certains critères pour favoriser des projets viables dans les communautés qui en ont le plus besoin.

La grille de critères nous semble pertinente et exhaustive. Nous accueillons très favorablement le fait que les variables soient pour la plupart qualitatives.

3.2 CONVERSION DES CONTRATS D'AMÉNAGEMENT FORESTIER (CTAF)

3.3 CONVERSION DES CONVENTIONS D'AMÉNAGEMENT FORESTIER (CvAF) OCTROYÉES PAR LE MINISTÈRE

3.4 CONVERSION DES CONVENTIONS DE GESTION TERRITORIALES (CGT)

3.5 DÉLIMITATION DES FORÊTS DE PROXIMITÉ

Aucun commentaire sur ces sections.

4. FONCTIONNEMENT DES FORÊTS DE PROXIMITÉ

4.1 PLANIFICATION ET RÉALISATION DES ACTIVITÉS DANS LES FORÊTS DE PROXIMITÉ

¹ F. Bergeron, *Problématique d'évaluation des possibilités de récolte en peupliers sur les territoires publics intramunicipaux (TPI) du Bas-Saint-Laurent*, 2010.

Il est demandé au délégataire que sa planification respecte les orientations et objectifs des différentes stratégies et politiques gouvernementales qui s'appliquent. Il serait également pertinent de demander au délégataire que la gestion et la mise en valeur de sa **forêt de proximité contribue à l'atteinte des objectifs du PRDIRT**. Les forêts de proximité ont entre autres pour objectifs de participer au développement et à la revitalisation des communautés rurales, un certain nombre de chantiers du PRDIRT bas-laurentien visent ce même objectif. Il serait donc pertinent d'arrimer les moyens mis en œuvre afin de maximiser les capacités des régions dépendantes de l'exploitation des ressources naturelles à agir pour la revitalisation de leurs communautés.

La dernière phrase de la page 17 devrait être remplacée par « Le délégataire d'une forêt de proximité rend publique sa planification **avant** son entrée en vigueur ». Cela paraît plus cohérent avec ses obligations de concertation et de consultation de la population.

4.2 PLANIFICATION EN PÉRIODE D'IMPLANTATION (2013-2018)

Dans le dernier paragraphe (page 18) qui concerne les actuels gestionnaires de CvAF et CGT, nous comprenons que l'intégration des orientations et objectifs de la SADF doit se faire progressivement pour ne pas alourdir démesurément la tâche des délégataires. Toutefois, il serait bon de leur donner une échéance correspondant à celle donnée pour l'ensemble de la forêt publique. Cela mettrait tout le monde sur un pied d'égalité, ce qui pourrait éviter certains conflits. À titre d'exemple, l'implantation de l'aménagement écosystémique en forêt publique est un défi important auquel il importe que les délégataires de forêt de proximité adhèrent et qu'ils proposent dès le premier exercice de planification des efforts comparables à ceux des unités d'aménagement environnantes.

4.3 PARTICIPATION DU MILIEU

Nous comprenons que les forêts de proximité incitant à la prise en charge par le milieu de la gestion du territoire et de ses ressources, le ministère souhaite laisser au délégataire l'opportunité de choisir son mécanisme de concertation. Cependant, il nous semblerait pertinent d'énumérer un certain nombre d'objectifs et de résultats attendus concernant la concertation.

Proposition

Ajouter dans la politique sur les forêts de proximité des résultats souhaités que le délégataire devrait atteindre par la mise en œuvre d'un mécanisme de concertation adéquat. Par exemple :

- Prise en compte réelle des différents intérêts et besoins liés au territoire et ses ressources.
- Construction de relations de travail et relations de partenariats bénéfiques pour la forêt de proximité.
- Meilleure interconnaissance entre les acteurs du territoire.

- Meilleure harmonisation des usages.

D'autre part, concernant l'implication de la population, nous le savons, il s'agit d'un défi important. Si les MRC ont réussi à favoriser la concertation des intervenants au sein des comités multiressources, dans bien des cas, la gestion des TPI n'est pas parvenue, selon nous, à impliquer la population de manière satisfaisante. Une des raisons est le manque d'outils à la disposition des gestionnaires pour susciter l'implication².

Proposition

Le ministère pourrait construire une boîte à outils visant à appuyer les délégués dans leurs démarches d'implication et de consultation de la population. Dans cette boîte à outils, on pourrait retrouver des idées pour innover dans les façons d'impliquer la population (consultations interactives en ligne, soirées ou activités « festives » liées à la forêt de proximité, soirées citoyennes, forums, rencontres de groupes d'intérêt ciblés, etc.)

Pourraient également figurer dans cette boîte à outils des éléments méthodologiques sur l'implication et la consultation du public.

4.4 CERTIFICATION

Pour la certification des forêts de proximité délimitées sur UA, nous comprenons qu'il serait abusif d'imposer aux délégués d'obtenir un certificat. Néanmoins, il serait important de les accompagner, lorsqu'une forêt de proximité est située dans un territoire déjà certifié, afin de les inciter à maintenir la certification du territoire et d'ainsi éviter de perdre des superficies certifiées.

Proposition

Pour faciliter la certification forestière des territoires dans les forêts de proximité, il faudrait tout d'abord prévoir un support financier et logistique. Ensuite, il serait pertinent que le Bureau de mise en marché des bois (BMMB) mentionne, lors de la mise aux enchères, si le bois provient ou non d'un territoire forestier certifié. Cet incitatif serait juste au regard du marché et inciterait les délégués à obtenir un certificat.

4.5 MISE EN MARCHÉ DES BOIS

Concernant la mise en marché des autres ressources disponibles dans les forêts de proximité, il nous paraît très intéressant de permettre aux délégués de procéder par enchère afin

² D. Moranville, *Rapport d'évaluation. Entente spécifique sur la gestion et la mise en valeur du territoire public intramunicipal (TPI) du Bas-Saint-Laurent*, 2005.

d'obtenir un prix plus près de leur véritable valeur. Par exemple, les baux de villégiature, les baux d'érablière et les baux d'éolienne pourraient faire l'objet d'une mise en marché libre (enchères) comparable à celle déployée pour les bois.

Proposition :

Permettre la mise en marché libre des ressources déléguées dans le cadre d'une entente de délégation en forêt de proximité.

5. UTILISATION ET RÉPARTITION DES REVENUS ET DES PROFITS

De façon générale, nous sommes en accord avec cette orientation. Nous souhaitons néanmoins insister sur l'importance de ne pas trop encadrer l'utilisation des revenus. Pour que les forêts de proximité participent au développement de la communauté, il est nécessaire de faire preuve de souplesse pour permettre au délégataire de répondre aux besoins réels de sa communauté.

6. REDDITION DE COMPTES ET ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DES FORÊTS DE PROXIMITÉ

6.1 REDDITION DE COMPTES ANNUELLE

Concernant la reddition de comptes annuelle, le canevas fourni par le ministère devra être le plus simple possible. Comme pour le processus de planification, il est nécessaire de n'imposer au délégataire que le strict minimum si l'on ne veut pas aboutir à un découragement. Nous savons qu'une reddition de comptes trop compliquée aboutit à une absence de reddition de comptes. Nous convenons toutefois qu'une reddition de comptes quinquennale plus complète est nécessaire.

6.2 ÉVALUATION

Proposition

Concernant les objectifs reliés à ces évaluations, nous ajouterions : « s'assurer du respect de la réglementation et des lois en vigueur ».

Il est important que les délégataires aient conscience que le ministère surveille cet aspect réglementaire, car, comme il est dit plus haut dans le document, les forêts de proximité restent des terres du domaine de l'État.

7. SOUTIEN DU MINISTÈRE AUX DÉLÉGATAIRES

Il s'agit de la partie la plus faible du document. Tout au long du texte, on perçoit l'ampleur des responsabilités que vont devoir endosser les délégués. On comprend également que les forêts de proximité sont des outils de développement qui devront profiter en priorité à des communautés dévitalisées. Or, aucun soutien valable n'est prévu.

Au regard des besoins en expertises et des ressources dont vont disposer les délégués, il serait intéressant que le ministère impulse la création d'un réseau québécois des forêts de proximité. Cela permettrait aux délégués de mettre en commun leurs besoins, leurs moyens et leurs expériences à l'échelle de la province. Cela leur donnerait également accès à des expertises, des formations (souvent coûteuses), qui, nous le savons, seront nécessaires. D'autre part, cela offrirait une vitrine intéressante pour la foresterie communautaire québécoise à l'échelle internationale.

Propositions

Proposer dans la politique sur les forêts de proximité la création d'un réseau des délégués de forêts de proximité à l'échelle du Québec.

Dans un premier temps, ce réseau pourrait prendre la forme d'un site Internet interactif dans lequel on trouverait des outils de gestion des forêts de proximité, des ressources documentaires pertinentes, un forum permettant aux délégués de débattre de leurs expériences, etc.

Une grande partie des activités de ce regroupement pourrait être financée par une cotisation des délégués souhaitant y adhérer.

En Colombie-Britannique après une dizaine d'années d'opération, il a été décidé de se doter d'une association provinciale des forêts communautaires (British-Columbia Community Forestry Association). Un certain nombre d'études et rapports ont démontré les bénéfices d'un tel regroupement, et ce, notamment pour les plus petits projets dont les moyens étaient très (trop) limités. Le Réseau des forêts modèles ou encore la Fédération nationale des communes forestières en France sont d'autres exemples qui abondent dans ce sens.

D'autre part, le groupe de travail du MAMROT sur les communautés dévitalisées émet des préconisations qui mettent de l'avant l'importance du soutien logistique, humain et financier dans la revitalisation des communautés. En effet, si ces communautés ne sont pas dénuées de capacités, il est cependant nécessaire de leur offrir un encadrement apte à soutenir leurs initiatives. « *Le groupe de travail recommande de renforcer le rôle des instances locales et*

territoriales par la mise à leur disposition des pouvoirs et du financement leur permettant de prendre en charge leur propre développement »³.

Les communautés dévitalisées n'ont aujourd'hui pas les moyens de leurs ambitions, il serait donc plus que pertinent de les soutenir pour ne pas voir disparaître toute forme de mobilisation.

Dans ce cadre, il nous est apparu fort étonnant qu'aucune aide au démarrage ne soit envisagée par le ministère. Cela revient à démarrer une entreprise sans fonds de départ, peu probable que la rentabilité n'arrive avant la faillite. Un mécanisme de financement (limité dans le temps) doit être trouvé.

Outre l'aide au démarrage, ces projets pourront-ils bénéficier de budgets d'aménagement comme c'est le cas actuellement dans les TPI? Cela n'est pas clair dans le présent document. Dans la négative, il faut s'attendre à ce que la rentabilité des projets soit difficile, voire impossible à atteindre. Cela pourrait également signifier que l'on « sacrifie » le rendement forestier dans ces territoires. Dans un contexte où la possibilité forestière a fortement chuté en territoire public ces dernières années et compte tenu de l'importance des TPI en termes de superficie, cela ne serait pas de nature à améliorer la situation vécue actuellement.

De façon générale, en créant les forêts de proximité le ministère doit s'engager à ne pas retirer aux communautés des acquis qu'elles ont obtenues dans la gestion de TPI.

Propositions

Que le ministère accorde une aide financière qui permette aux futurs délégataires de forêts de proximité d'investir les fonds nécessaires pour le démarrage de leur projet. Cette aide serait limitée dans le temps et pourrait être variable au regard de l'ampleur des projets retenus ou mis en œuvre (ampleur des pouvoirs et responsabilités délégués, besoins en expertises, infrastructures, etc.).

Nous demandons que le ministère se prononce rapidement sur le maintien des budgets d'aménagement en forêt de proximité.

Au regard de ces éléments, nous demandons donc que cette partie concernant le soutien du ministère soit totalement révisée afin de proposer un véritable contexte de réussite.

ANNEXE 1 : POUVOIRS POUVANT ÊTRE DÉLÉGUÉS

2. EN MATIÈRE DE FONCIER

Nous notons que contrairement à ce qui existait dans les CGT, les futurs délégataires de forêt de proximité ne pourront pas procéder à la vente de terres. Nous comprenons que la vente de terre

³ *Des communautés à revitaliser. Un défi collectif pour le Québec.* Rapport du groupe de travail sur les communautés dévitalisées, MAMROT, 2010, p.13.

ne doit pas être une finalité en soit dans la mise en valeur de la forêt de proximité. Cependant, il nous semblerait important que le ministère autorise les délégataires à vendre des terres sous certaines conditions.

Propositions

Que le ministère ajoute dans les pouvoirs pouvant être délégués en matière foncière :

La vente de terres à condition :

- d'acquérir de nouvelles terres dont le potentiel, la situation géographique, etc. apporte une plus-value pour la mise en valeur de la forêt de proximité;
- de justifier du besoin des revenus générés par la vente pour un projet qui favorise la mise en valeur de la forêt de proximité de façon durable;
- que la superficie des terres vendue ne dépasse pas X% de la superficie totale du territoire délégué en forêt de proximité.

ANNEXE 2 : CRITÈRES DE SÉLECTION

Nous souhaitons que, dans la phase de sélection des projets de forêt de proximité, le ministère accorde une attention particulière à la cohérence de ces projets avec le PRDIRT.

CONCLUSION

En guise de conclusion, nous souhaitons à nouveau insister sur l'importance de ne pas imposer aux forêts de proximité le normatif existant en forêt publique. Il est primordial pour la réussite de ces projets que les délégataires bénéficient d'une certaine latitude dans la gestion de leurs forêts de proximité. En ce sens, certains éléments de la politique qui va guider la mise en œuvre des forêts de proximité devront être souples et adaptables aux contextes régionaux et locaux, aux évolutions des marchés, des besoins, etc.

D'autre part, le ministère exprime à plusieurs reprises son souhait de faire des forêts de proximité des outils efficaces et pertinents pour la revitalisation des communautés, nous nous en réjouissons. Néanmoins, nous souhaitons souligner que l'actuel document comporte des lacunes qui entravent l'atteinte de cet objectif (notamment en termes de soutien).

Finalement, nous souhaitons rappeler que la mise en œuvre des forêts de proximité doit répondre à des défis majeurs exprimés tout au long du présent mémoire (revitalisation, harmonisation, concertation, éducation, etc.), l'échec n'est donc pas envisageable.